

Le temps presse: non à la guerre!

L'Europe ne saurait devenir un champ de bataille

par Robert Seidel

Couverte par un flux d'informations concernant la covid, la situation s'aggrave de jour en jour: Washington a réduit à néant les récentes négociations avec la Russie. Le risque d'actions armées est de plus en plus grand. Si une escalade militaire devait se produire entre la Russie et les Etats-Unis, le champ de bataille serait l'Europe.

La Russie fait valoir ses intérêts en matière de sécurité – pas d'OTAN en Ukraine; mais l'OTAN est en train de réarmer l'Ukraine – à l'encontre des accords.

Préparatifs de guerre systématiques depuis 2014

Même si cela n'a guère été rapporté par la plupart des médias, le réarmement systématique de l'Ukraine par certains pays de l'OTAN contre la Russie se poursuit continuellement depuis 2014. A eux seuls, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ont déjà livré pour plusieurs centaines de millions de dollars de matériel militaire à l'Ukraine au cours des derniers mois.

Entre-temps, l'OTAN, sous la direction politico-militaire des Etats-Unis, s'est soustraite à la plupart des négociations et des contacts diplomatiques avec la Russie – un pas alarmant vers la guerre. Toutes mesures de stabilisation ou de promotion de la paix ont été annulées ou omises par l'OTAN au cours des derniers mois.

L'Europe mise sous tutelle

Les négociations entre la France, l'Allemagne, l'Ukraine et la Russie dans le format Normandie (Accords de Minsk) ont été sabotées par les Etats-Unis via leur influence en Ukraine. Ainsi, les Européens ont perdu la main.

Si les Etats-Unis négocient avec la Russie, c'est l'Europe qui est en jeu. Malheureusement, la voix de l'Europe ne se retrouve plus qu'en tant qu'écho washingtonien dans les paroles du secrétaire général de l'OTAN Jens Stoltenberg. Même l'UE sous la présidence d'Ursula von der Leyen reste étrangement adaptée. Elle semble

être plus étroitement liée aux Etats-Unis que ne le souhaitent les habitants de l'Europe.

L'avenir de l'Europe est en jeu

Qui défend les intérêts vitaux de l'Europe? Le lieu d'un conflit armé se situera en Europe – pas aux Etats-Unis! La probabilité d'un recours à l'arme nucléaire augmente. Les conséquences d'un conflit nucléaire ne peuvent être évaluées. Elles pourraient sceller définitivement l'avenir de l'Europe.

Où sont les hommes politiques européens?

Où sont les hommes et les femmes politiques européens pleins de qualités? Où sont les personnalités s'engageant sérieusement pour l'Europe? Qui fait valoir les intérêts de l'Europe dans les négociations?

Tous nos politiciens et politiciennes ont-ils entre-temps été déformés par des cours de «Young Leaders» dirigés par les Etats-Unis ou existent-ils encore des esprits indépendants? Quelles sont les personnes sous perfusion américaine et ne pouvant plus décider librement? Veulent-ils tous finalement échapper à une contamination nucléaire avec le «dernier avion» à la Saïgon ou Kaboul?

Où sont les caractères forts, où sont leurs soutiens politiques qui défendent l'Europe? Qui soutient l'«appel des anciens généraux et ambassadeurs allemands»? Qui soutient l'appel réfléchi du cercle Willy Brandt? Où est l'engagement des médias pour une voie pacifique?

Mensonges de guerre

Rappelons-nous le «mensonge de Tonkin» avant l'entrée en guerre des Etats-Unis contre le Nord-Vietnam (1964), le «mensonge de l'incubateur» au début de la deuxième guerre du Golfe (1990), le «cas d'alliance» de l'OTAN prétexté après l'attaque du 11-Septembre pour envahir l'Afghanistan (2001), le «mensonge des armes de destruction massive» du secrétaire d'Etat américain Colin Powell pour déclencher la guerre en Irak

(2003). Quel sera le prochain mensonge ou la prochaine opération «sous fausse bannière» de Washington pour déclencher une nouvelle guerre?

Neutralité suisse

Dans notre pays aussi, le désir de voir des parlementaires et des conseillers fédéraux prévoyants se fait de plus en plus pressant. Au lieu

de se battre pour un siège au Conseil de sécurité de l'ONU, notre avenir direct devrait susciter davantage d'intérêt. Il est bon que des négociations puissent avoir lieu à Genève, cela convient parfaitement à notre pays. Mais pour cela, il faut également une politique de neutralité active!

Ces semaines-ci, il s'agit de l'avenir de l'Europe! Il s'agit de nous et de nos enfants!